



Conseil économique et social

Distr. générale
25 janvier 2001
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-cinquième session

6-16 mars 2001

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Rapport du Secrétaire général

Additif

Situation des femmes et des filles en Afghanistan

Résumé

En application de la résolution 2000/9 du Conseil économique et social en date du 27 juillet 2000, le présent rapport donne un aperçu de la situation actuelle des femmes et des filles en Afghanistan dans un contexte caractérisé par la détérioration de la situation socioéconomique, la poursuite du conflit et la promulgation d'édits discriminatoires par les autorités taliban. Sont également présentés dans le rapport les mesures prises par le système des Nations Unies et les organismes d'aide en Afghanistan pour améliorer la situation des femmes et des filles dans le pays conformément à la résolution du Conseil, ainsi que les domaines où davantage d'efforts sont nécessaires.

* E/CN.6/2001/1.

I. Introduction

1. Le présent rapport est établi conformément au paragraphe 14 de la résolution 2000/9 du Conseil économique et social sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan, dans lequel le Conseil a prié le Secrétaire général de présenter à la Commission de la condition de la femme, à sa quarante-cinquième session, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution.

2. Dans cette résolution, le Conseil s'est dit profondément préoccupé par la détérioration de la situation économique et sociale des femmes et des filles dans toutes les régions de l'Afghanistan et a condamné les violations continues et graves de leurs droits fondamentaux. Il a encouragé les efforts déployés constamment par les programmes bénéficiant d'une assistance des Nations Unies en Afghanistan pour promouvoir la participation des femmes à ces programmes et faire en sorte que les femmes en tirent les mêmes avantages que les hommes. Dans la même résolution, le Conseil a également demandé que toutes les activités du système des Nations Unies, y compris les programmes d'aide humanitaire, soient fondées sur le principe de la non-discrimination, comprennent une perspective sexospécifique et visent activement à promouvoir la participation des femmes et des hommes, conformément au Cadre stratégique pour l'Afghanistan.

3. La résolution fait particulièrement référence à la mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes, envoyée en Afghanistan en novembre 1997 sous la direction de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, et il y est demandé à tous les États et à la communauté internationale d'appliquer les recommandations contenues dans le rapport de la mission¹.

4. Le présent rapport, qui fait appel à diverses sources dont des organismes des Nations Unies², présente un rappel des faits (sect. II) et une évaluation de la situation des femmes et des filles dans le contexte socioéconomique actuel (sect. III). Sont également examinés (sect. IV) les progrès réalisés par les organismes des Nations Unies dans la mise en oeuvre de l'approche axée sur le principe de l'égalité des sexes contenue dans le Cadre stratégique pour l'Afghanistan et dans le rapport de la mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes.

II. Historique

5. La situation des femmes et des filles pendant les conflits armés ou d'autres types de conflits suscite un intérêt croissant sur le plan international. La session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » tenue du 5 au 9 juin 2000 a montré que l'on s'intéressait de plus en plus, aux niveaux international, régional et national, aux conséquences des conflits sur les femmes et les filles, y compris la nécessité de plus en plus évidente de faire respecter leurs droits et de satisfaire leurs besoins en période de conflit. La session a également permis de mieux comprendre le rôle des femmes dans la prévention des conflits, le maintien et la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits ainsi que dans les domaines critiques du Programme d'action de Beijing, notamment les femmes et les conflits armés.

6. Le 8 mars 2000, le Conseil de sécurité a pris une décision historique, celle d'inscrire à l'ordre du jour de ses travaux la question des femmes et des filles, non

seulement en tant que victimes des conflits armés mais aussi comme acteurs déterminés à oeuvrer pour la paix. Le Conseil a affirmé l'égalité d'accès et la pleine participation des femmes aux structures du pouvoir et souligné qu'il importait de promouvoir une politique active et manifeste d'intégration d'une perspective soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques en ce qui concerne les conflits armés ou les autres types de conflits³. À sa séance du 7 avril 2000 sur la situation en Afghanistan, le Conseil s'est penché sur les politiques discriminatoires à l'égard des femmes afghanes, en particulier dans les zones sous contrôle des Taliban. Dans une déclaration faite par son président⁴, le Conseil a condamné les graves violations des droits fondamentaux des femmes et des filles, y compris toutes les formes de discrimination à leur égard, en particulier dans les zones contrôlées par les Taliban. Il a demandé à toutes les parties, et en particulier aux Taliban, de prendre des mesures pour mettre fin aux violations des droits des femmes. Au cours du débat, le Conseil a prié la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme de répondre à des questions touchant l'égalité entre les sexes.

7. À la séance du Conseil de sécurité consacrée au thème « Les femmes et la paix et la sécurité », les 24 et 25 octobre 2000, le Conseil a souligné de nouveau le rôle important joué par les femmes comme partenaires égales des hommes en matière de maintien et de consolidation de la paix. Le Conseil a adopté la résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000 qui constituait une nouvelle étape sur la voie du renforcement du rôle joué par les femmes dans le maintien de la paix et les opérations de paix.

8. Malgré les pressions exercées à l'échelle internationale sur les parties au conflit en Afghanistan et les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale dans le cadre des résolutions et des déclarations du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme et malgré les efforts que ne cessent de déployer les organismes d'aide pour améliorer la situation des femmes et des filles afghanes, la situation générale ne s'est guère améliorée. Pour examiner les facteurs inhérents à la situation des femmes et des filles afghanes, il faut avoir à l'esprit le caractère complexe de la société afghane où sont imbriqués le conflit, la situation politique, les divergences tribales et ethniques, les relations entre les sexes et la religion.

9. Le conflit armé entre le mouvement des Taliban, qui contrôle 95 % du pays, y compris la capitale Kaboul, et le Front uni s'est poursuivi pendant l'été et l'automne de 2000. Les attaques délibérées contre les civils ont été l'une des caractéristiques essentielles des offensives en 1999 et 2000. Si l'ensemble de la population afghane souffre du conflit armé, les femmes et les filles sont plus particulièrement touchées. Les femmes afghanes ont subi de rudes épreuves pendant les années de conflit. La population, y compris les femmes et les enfants, a été soumise à des bombardements sans discernement et victime d'actes de violence délibérée et ses droits fondamentaux ont été fréquemment violés, comme l'a indiqué dans ses rapports M. Kamal Hossain, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme⁵. Selon une étude, plus de 76 % des décès de femmes pendant la guerre ont été provoqués par des bombardements aériens⁶. Dans une autre étude réalisée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 1999, il ressort des réponses fournies par les Afghans interrogés que 83 % de la population avaient été contraints de quitter leur domicile à cause de la guerre; 53 % des personnes interrogées ont indiqué qu'un

membre de leur famille proche avait été tué pendant le conflit et 16 % ont indiqué qu'ils connaissaient une victime de viol⁷.

10. L'Afghanistan a toujours eu des normes et traditions culturelles conservatrices caractérisées par une division rigoureuse des rôles joués par chaque sexe, les décisions politiques, économiques et sociales étant largement prises par les hommes. L'arrivée au pouvoir des Taliban a aggravé la situation des femmes. Pour la plupart des membres du mouvement des Taliban, l'État devrait préserver la dignité et l'honneur des familles et garantir la sécurité personnelle des femmes. Une interprétation ultraconservatrice de l'islam allant de pair avec des normes de conduite tribales patriarcales ainsi que l'institutionnalisation de la discrimination fondée sur le sexe se sont traduites par l'application d'une série de textes législatifs (édits) qui ont une incidence négative sur les femmes.

11. Malgré les efforts de paix entrepris par la communauté internationale en vue de mettre fin aux combats en 2000, comme en témoignent les quatre rapports intérimaires⁸ présentés par le Secrétaire général sur la situation en Afghanistan, l'évolution de la situation dans le pays ne laisse guère de place à l'optimisme. Un accord conclu le 2 novembre 2000 entre les Taliban et le Front uni et visant à engager, sans conditions préalables, le dialogue sous les auspices des Nations Unies en vue de mettre fin au conflit afghan par des moyens politiques avait donné une lueur d'espoir. Cependant, la décision prise récemment par les Taliban de se retirer de l'accord pour protester contre les sanctions imposées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1333 (2000) du 19 décembre 2000 est une nouvelle source de préoccupation.

III. La situation socioéconomique

12. Le peuple afghan continue de pâtir des effets cumulés de la guerre et de l'effondrement de l'économie. Selon des rapports récents, la capacité d'endurance de la population civile a été sérieusement entamée par la guerre et par l'effondrement de nombreux mécanismes traditionnels, en particulier le rôle des réseaux de familles élargies⁹.

13. Le pays a également connu la sécheresse la plus grave dans la région depuis 1971, avec pour conséquences l'augmentation de la malnutrition, d'énormes pertes de bétail, la perte de récoltes, une plus grande incidence des maladies et une population rurale et urbaine plus vulnérable. Du fait des deux années consécutives où le pays a connu des catastrophes naturelles, notamment la sécheresse, des inondations et des séismes, des millions de personnes ne mangent guère à leur faim. Le pays est confronté à une grave crise alimentaire en 2000-2001, le déficit céréalier dépassant 2,3 millions de tonnes, soit plus du double de celui de 1999. Sur la carte de la faim du Programme alimentaire mondial (PAM), qui présente les foyers de famine, l'Afghanistan est présenté comme l'un des pays qui aura le plus de problèmes en 2001. On estime à près de 4 millions le nombre de personnes au bord de la famine.

14. L'Afghanistan détient l'un des plus faibles indices de développement humain dans le monde. On estime par exemple qu'un quart de tous les enfants meurent avant l'âge de 5 ans. Le taux d'alphabétisation est d'environ 35 % au niveau de l'ensemble de la population¹⁰ mais seulement de 13 % pour les femmes dans les zones urbaines et de 3 à 4 % en milieu rural¹¹. Le taux de mortalité maternelle est le deuxième dans le monde, soit près de 1 700 pour 100 000 naissances vivantes. En outre, on estime que seulement 12 % des femmes ont accès aux soins de santé les plus fondamentaux,

une situation qui a peu évolué depuis l'envoi de la mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes en 1997.

15. La reprise du conflit dans le nord-est l'été dernier a encore entraîné le déplacement forcé massif des populations civiles. Près de 130 000 personnes ont été déplacées en 1999-2000. Un grand nombre de personnes ont également quitté leur foyer du fait de la sécheresse, en quête de moyens de subsistance éventuels. À l'heure actuelle, quelque 40 000 personnes provenant des districts reculés et les plus gravement touchés des provinces de Ghor, Badghis et Faryab vivent dans des abris de fortune à Herat, le principal centre urbain de l'ouest.

16. La situation de quelque 2,6 millions de réfugiés afghans en République islamique d'Iran et au Pakistan s'est détériorée du fait de la lassitude des pays d'asile et des donateurs. Malgré la situation économique difficile et la poursuite des combats en Afghanistan, de nombreux Afghans réfugiés en Iran et au Pakistan ont récemment décidé de retourner chez eux car les conditions de vie dans ces deux pays sont devenues plus difficiles. À la fin de septembre, 170 000 réfugiés afghans étaient volontairement retournés dans leur pays avec l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du PAM et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Cependant, le retour volontaire ne peut être une solution durable que pour ceux qui possèdent des biens productifs ou pour ceux qui disposent des moyens nécessaires pour s'engager sur le marché du travail limité¹².

17. L'Afghanistan est l'un des pays les plus touchés par les mines dans le monde. Chaque année, plus de 8 000 personnes, dont plusieurs femmes et enfants, sont victimes des mines terrestres. On estime que plus de 700 kilomètres carrés du territoire national sont encore semés de mines. En 1999-2000, le Programme de déminage pour l'Afghanistan a déminé, en coopération étroite avec les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et d'autres entités, plus de 43,7 kilomètres carrés de terrain miné hautement prioritaire et 101,2 kilomètres carrés d'anciennes zones de combat dans 20 provinces d'Afghanistan. Par ailleurs, on a procédé au levé et au marquage de 51 kilomètres carrés de terrain miné et de 103,8 kilomètres carrés d'anciennes zones de combat. Quelque 28 000 mines et 265 000 engins non explosés ont été détruits en 1999 et 160 574 l'ont été en 2000. Le Programme comprenait également des activités de sensibilisation au problème des mines à l'intention de 332 396 civils¹³. Le grave déficit du financement pour la période de septembre à décembre 2000 a obligé le Programme à mettre son personnel en congé sans traitement pendant deux mois et à geler les traitements et augmentations. L'autre conséquence de ce déficit est qu'il ne sera possible de déminer en 2000 que 64 % des sites dont on avait prévu le déminage¹⁴.

18. De nombreuses années de combat ont eu pour conséquence la destruction de la quasi-totalité des institutions de gouvernance. L'Afghanistan ne dispose pas d'un gouvernement efficace, d'une constitution, d'un État de droit ni d'un appareil judiciaire indépendant. Les tribunaux islamiques et la police religieuse appliquent la loi islamique et les peines qui en découlent selon l'interprétation des Taliban. Il n'existe quasiment pas d'institutions civiles et les politiques et lois varient selon la région et les autorités locales. Les édits promulgués par les Taliban ne sont pas appliqués de manière uniforme dans les zones sous leur contrôle. Par exemple, les projets approuvés par les autorités locales ne sont pas toujours entérinés par les autorités de Kandahar et vice versa. Nombreux sont les Afghans instruits ayant la possibilité de quitter le pays qui l'ont fait, à titre permanent ou temporaire, en devenant des réfu-

giés ou des travailleurs migrants dans d'autres pays, ce qui contribue à l'exode des compétences du pays¹⁵. L'absence d'un gouvernement central capable d'élaborer des politiques et des directives en vue du développement économique et social du pays a eu des conséquences graves pour la population. En Afghanistan, le contexte de la gouvernance est aujourd'hui caractérisé par une guerre continue. Par conséquent, les ressources intérieures ne sont guère mobilisées en vue d'organiser les secours, le relèvement ou la reconstruction¹⁶. Le budget annuel, d'un montant de 70,9 millions de dollars, représente environ 0,9 % du produit intérieur brut. Cela signifie que l'Afghanistan consacre une part plus réduite de son revenu national aux dépenses publiques que tout autre pays figurant dans le *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD¹⁷.

A. Santé

19. Après des années de conflit, les infrastructures de base, notamment dans le domaine sanitaire, se trouvent dans un état catastrophique, phénomène lourd de conséquences pour la santé des femmes et des enfants. L'espérance de vie des femmes n'est que de 46 ans¹⁸. Le nombre de cas de tuberculose chez les femmes figure parmi les plus élevés du monde. On en a recensé quelque 133 000, dont 70 % concernent des femmes âgées de 15 à 45 ans. La sécheresse a encore aggravé la situation, l'accès à l'eau se trouvant considérablement réduit. La qualité de l'eau s'est dégradée dans de nombreuses zones urbaines et le manque d'eau potable aussi bien dans les zones urbaines que rurales constitue désormais un problème sanitaire majeur. On estime que moins d'un quart de la population a accès à de l'eau salubre et que 12 % seulement ont accès au système d'assainissement¹⁹. Une maladie guérissable telle que la diarrhée tue chaque année environ 85 000 enfants à elle seule. En outre, la plupart des hôpitaux et des centres sanitaires et médicaux ont été détruits par la guerre et ceux qui ont été épargnés se trouvent principalement dans les villes. Il n'existe actuellement en Afghanistan qu'un médecin pour 50 000 personnes en moyenne. Si l'on tient compte en outre de l'exode de personnel qualifié et des capacités limitées du pays pour ce qui est de la formation de nouvelles générations de médecins, d'infirmiers et d'agents de santé, la situation sanitaire actuelle reste un grave sujet de préoccupation pour la communauté internationale.

20. La situation sanitaire des femmes et des fillettes se voit aggravée par la ségrégation totale qui existe entre les hommes et les femmes au niveau de la fourniture des services de santé. Cette ségrégation a considérablement limité l'accès des femmes à ces services, le nombre de femmes médecins et d'infirmières diplômées exerçant dans le cadre d'une stricte réglementation dans les hôpitaux étant fort restreint²⁰. Comme on l'a vu plus haut, les indicateurs de la santé de base reflètent la grave crise sanitaire que connaissent les femmes et les enfants d'Afghanistan, en particulier pour ce qui est de la santé en matière de reproduction, le taux de mortalité maternelle étant extrêmement élevé. Environ 15 000 Afghanes meurent chaque année pour des motifs d'ordre gravidique. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), seulement 12 % des accouchements ayant lieu en Afghanistan se font en présence de travailleurs sanitaires diplômés, principalement d'accoucheuses traditionnelles. Le taux de fécondité en Afghanistan est l'un des plus élevés au monde, avec sept enfants par femme²¹.

21. Quelque 800 000 personnes, soit environ 4 % de la population afghane, sont handicapées du fait de la guerre, des mines terrestres, de la polio et des carences

dans le domaine des soins de santé de base. Le taux élevé de complications à la naissance, par exemple, notamment chez les femmes sous-alimentées et ne bénéficiant pas des soins médicaux dont elles ont besoin, se traduit par des troubles comme l'athétose. Le Programme global d'aide aux handicapés afghans ainsi que diverses ONG et le CICR ont fourni une aide et des services de réadaptation à un grand nombre de handicapés afghans. Les défis humanitaires à relever pour aider ces handicapés demeurent considérables. Les services d'orientation inadéquats signifient que des handicaps mineurs, qui pourraient aisément être prévenus, deviennent complexes et irréversibles. En outre, nombre de handicapés, parce qu'ils ne peuvent travailler, se transforment en fardeau socioéconomique pour leurs familles et la société.

22. Depuis 1998, la position des Taliban concernant l'accès des femmes aux services de santé s'est modifiée, lentement mais visiblement. Il existe, par exemple, des indices selon lesquels l'interdiction faite aux femmes de travailler dans le secteur de la santé se fait moins stricte. En 1999, environ 40 étudiantes en médecine qui avaient été obligées de quitter l'Université de Kaboul avant d'obtenir leur diplôme, ont pu reprendre leurs études. Au cours du premier trimestre 2000, les autorités de Kandahar sont convenues, après de longues négociations avec le PAM, l'OMS et le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, de créer à Kandahar une école pour 50 infirmières et 50 infirmiers. La création d'une école d'infirmières similaire à Jalalabad fait actuellement l'objet de discussions. L'OMS a également offert deux cours de formation médicale continue à 48 femmes médecins, infirmières et sages-femmes en 1998-1999. Depuis 1998, un nombre croissant d'infirmières, de vaccinatrices et d'accoucheuses traditionnelles sont formées par des organismes d'aide et travaillent dans des zones tant rurales qu'urbaines. L'école de soins infirmiers d'Herat a rouvert ses portes au cours du premier trimestre 2000 avec l'aide de l'OMS et du PAM. Deux des plus grands hôpitaux de femmes – l'hôpital Meerawis à Kandahar et l'hôpital Rabia Balki à Kaboul – ont également été rénovés en collaboration avec des organismes d'aide. En outre, comme l'ont indiqué le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), les mobilisatrices sociales, ont joué un rôle important dans l'éducation sanitaire et la sensibilisation aux questions de l'eau salubre et de l'assainissement, et ce, en dépit de conditions de travail très difficiles.

23. On a constaté que le système de soins de santé qui était centralisé se régionalisait et les soins de santé primaires offerts mettaient l'accent sur la médecine préventive et curative²². Cette évolution devrait largement bénéficier aux femmes et aux enfants, la médecine curative destinée aux femmes n'étant guère répandue dans le pays. Des mesures ont été prises, notamment dans le domaine de la santé en matière de reproduction, en vue de réduire les taux élevés de mortalité et de morbidité maternelles dans le pays. L'UNICEF, l'OMS et des ONG, en collaboration avec le Ministère afghan de la santé, ont mis au point le cadre stratégique nécessaire à la mise en place de l'Initiative pour une maternité sans risques afin de réduire la mortalité et la morbidité maternelles. Cette initiative, lancée dans trois provinces, Laghman et Logar en 1998, et Farah en 1999, a pour objectif principal de sensibiliser les populations mais comporte également des éléments renforcement des capacités et formation. En 1999, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF, l'OMS et certaines ONG ont fourni un soutien à plus de 20 centres de soins obstétricaux en vue de renforcer le système des accoucheuses traditionnelles et d'améliorer le programme de santé maternelle. Le FNUAP a par ailleurs mis au point des trous-

ses sanitaires d'urgence pour la santé en matière de reproduction et les soins obstétricaux, qui ont été distribuées en Afghanistan²³. Comme l'ont indiqué l'UNICEF et le FNUAP, en dépit des progrès importants accomplis dans le domaine de la sensibilisation, le manque de partenaires de mise en oeuvre ainsi que de personnel féminin qualifié et les diverses restrictions entravant la mobilité des femmes, constituent des obstacles.

24. Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la vaccination. L'UNICEF, l'OMS et toute une gamme d'ONG ont soutenu les Journées nationales de vaccination en mai-juin et en octobre-novembre 2000. Au printemps, quelque 5,3 millions d'enfants de moins de 5 ans, aussi bien des filles que des garçons, ont été vaccinés contre la polio, chiffre le plus élevé enregistré depuis 1994. Les données de l'UNICEF montrent que la couverture vaccinale n'est pas discriminatoire. Ces résultats sont attribuables aux centaines d'agents de santé de sexe féminin qui ont participé aux diverses initiatives de vaccination, notamment aux Journées nationales de vaccination. En dépit de ces mesures, on estime que presque 1 000 enfants sont morts durant l'épidémie de rougeole du printemps 2000. Ces décès auraient pu être évités si les enfants avaient été vaccinés ou avaient eu accès à des soins de santé de base.

25. Certains rapports récents contenaient des informations sur la santé mentale des femmes afghanes. Nombre d'entre elles sont traumatisées par le conflit et connaissent des niveaux élevés de stress et d'anxiété dans leur vie quotidienne. D'après ces rapports, les femmes, en particulier celles qui vivent dans les zones urbaines, ont des symptômes caractéristiques de troubles post-traumatiques tels que dépression, angoisse et fatigue chronique²⁴. Dans les cas de dépression grave, certaines femmes en viennent à se suicider. En outre, malgré le peu de statistiques dont on dispose sur l'utilisation de drogues chez les femmes, il semblerait que le nombre de femmes toxicomanes augmente aussi bien dans les provinces productrices de drogues et autres zones que dans les camps de réfugiés. Les femmes se servent des drogues en guise de médicaments mais également pour des raisons psychologiques²⁵. Ces rapports montrent combien il importe de redoubler d'efforts pour remédier aux effets de la guerre sur les plans mental et émotionnel.

B. Éducation

26. Il est essentiel que les femmes aient accès à l'éducation sur un pied d'égalité avec les hommes si l'on veut améliorer la santé, l'état nutritionnel et le niveau d'éducation de la famille dans son ensemble et permettre aux femmes de davantage participer au processus de relèvement et de développement. En Afghanistan, le secteur de l'éducation se caractérise par des ressources humaines et financières limitées, l'absence de politique nationale d'enseignement et de programmes de niveau préuniversitaire, et le manque de ressources et de volonté politique nécessaires à la rénovation des écoles et autres établissements d'enseignement détruits au cours de la guerre. Les politiques discriminatoires interdisant les bancs des établissements d'enseignement de tout niveau aux élèves de sexe féminin et empêchant les enseignantes d'exercer leur profession n'ont fait qu'aggraver la situation des femmes et des fillettes.

27. En Afghanistan aujourd'hui, l'éducation des garçons est l'affaire d'écoles religieuses ou d'autres types. Dans les zones contrôlées par les Taliban, les filles

n'ont accès à l'éducation que par le biais des écoles communautaires ou installées chez des particuliers, créées soit par les collectivités locales soit par les organismes d'aide. Les écoles privées et communautaires, qui se trouvent aussi bien dans les zones rurales que dans les villes, servent davantage de centres d'alphabétisation que d'écoles à proprement parler. La province du Badakhchan, contrôlée par le Front uni, est actuellement le seul endroit du pays où les filles peuvent faire 12 années d'études. Des ONG telles que le Comité suédois pour l'Afghanistan, Save the Children-USA et Care International fournissent la plupart des services éducatifs, en coordination avec l'UNICEF et le PAM. La position de principe des Nations Unies sur l'égalité d'accès à l'enseignement des filles et des garçons a servi de fondement aux négociations menées par l'ONU à tous les niveaux avec les autorités des Taliban. Toutefois, en dépit de tous les efforts déployés par l'UNICEF, aucun progrès notable n'a été constaté sur le plan de l'accès des filles à l'éducation sur un pied d'égalité avec les garçons.

28. En novembre 1999, la Banque mondiale a organisé à Islamabad un atelier sur l'éducation en Afghanistan auquel ont participé des représentants d'organismes d'aide fort divers. Les participants sont parvenus à la conclusion que malgré les restrictions en vigueur, il était possible d'améliorer l'éducation de base des enfants afghans²⁶. Il convient toutefois d'investir d'urgence dans les ressources humaines et financières à moyen et à long terme si l'on veut remédier aux graves problèmes que connaît le secteur de l'éducation.

29. D'après le HCR, 30 % seulement des enfants en âge de fréquenter l'école primaire vivant dans les camps de réfugiés sont scolarisés. L'éducation dans ces camps est plus structurée et les filles d'âge scolaire ont davantage accès à l'éducation aux différents niveaux. Les enfants inscrits dans les écoles des centres urbains du Pakistan sont aussi bien de sexe féminin que de sexe masculin.

30. En coopération avec des ONG internationales telles que le Comité suédois pour l'Afghanistan, Save the Children-USA et Care International, déjà mentionnés, et d'autres encore, l'UNICEF et le PNUD offrent des programmes d'alphabétisation et d'éducation aux fillettes et sont parvenus, comme on l'a noté plus haut, à trouver des solutions pour remplacer l'enseignement de type classique dans certaines zones contrôlées par les Taliban. On estime que 300 000 enfants bénéficient d'une éducation non institutionnalisée. En outre, le nombre d'écoles communautaires de filles augmente dans les zones urbaines. En novembre 1999, neuf écoles communautaires de filles ont été créées dans la province du Kandahar et 13 écoles de filles à Kaboul, toutes financées par les collectivités locales avec l'accord des responsables des Taliban. Le nombre d'écoles installées chez des particuliers a également augmenté dans les zones urbaines. En outre, la British Broadcasting Corporation (BBC) a mis au point un programme novateur d'éducation radiodiffusé (BBC Reach) afin de faciliter l'accès des Afghans à l'éducation.

31. L'exode des élites afghanes, conjugué à l'effondrement du système éducatif, constitue l'un des principaux problèmes auxquels il faudra remédier si l'on veut permettre au pays de se relever²⁷.

C. Emploi

32. La guerre a détruit les secteurs économiques structurés du pays. D'après le rapport établi en 1997 par la Banque mondiale, l'économie afghane repose actuelle-

ment sur l'agriculture de subsistance, le commerce de transit non officiel, les flux financiers liés à la guerre, le trafic de la drogue et l'assistance internationale. Pour les femmes, l'agriculture, l'élevage et l'artisanat domestique (tissage de tapis, couture, broderie, fabrication de savons et de bougies, aviculture, production de miel et boulangerie) ont constitué les seules possibilités d'emploi. Les organismes des Nations Unies et autres organismes d'aide ont mis au point des projets débouchant sur la création de ce type d'emplois afin de fournir aux femmes et à leur famille un revenu de subsistance.

33. Ces emplois n'ont toutefois qu'un impact limité sur l'amélioration de la condition de la femme car ils ne demandent que des compétences de base et sont mal rémunérés. Les femmes n'ont pas accès aux marchés, les Taliban entravant leur liberté de circulation. Cela signifie dans de nombreux cas que les femmes sont exploitées par des intermédiaires de sexe masculin, sauf lorsque des ONG s'occupent de la commercialisation finale de leurs produits²⁸.

34. Tout au long de l'année 1999 et au cours du premier semestre 2000, les organismes d'aide ont réussi à accroître le nombre de femmes employées dans le secteur de la santé, en tant que médecins, sages-femmes, mobilisatrices sociales et mobilisatrices communautaires. Un certain nombre d'enseignantes travaillent également dans des écoles communautaires de filles. Ces types d'emplois ont pu être créés lorsqu'il s'est avéré que l'édit de Mahram, promulgué par les Taliban en mars 1998 et interdisant aux femmes de voyager à l'intérieur de l'Afghanistan sans être accompagnées par un membre de leur famille de sexe masculin, était désormais appliqué de façon plus souple.

35. La décision prise par le Conseil des ministres des Taliban le 6 juillet 2000 d'interdire aux femmes afghanes de travailler pour des organisations étrangères et des ONG a constitué un revers important et entravé les progrès réalisés à ce jour dans le domaine de l'emploi des femmes. Les négociations qui en ont résulté entre les Nations Unies et les Taliban n'ont pas réussi à modifier la position des Taliban. Le 17 juillet, un *firman* (décret) a été signé par les dirigeants des Taliban confirmant l'édit du 6 juillet, tout en faisant des exceptions pour les femmes travaillant dans le secteur de la santé. Le décret de juillet ne constitue pas seulement une violation flagrante du droit des femmes afghanes à l'emploi, il a également empêché les organismes d'aide de fonder leur action sur la participation de ces femmes. Le 16 août, par exemple, les autorités des Taliban ont obligé le PAM à fermer les 24 boulangeries de Kaboul employant des femmes. Ces boulangeries étaient tenues par 360 femmes et fournissaient du pain à un prix subventionné à 7 200 familles, soit plus de 42 000 personnes, surtout des femmes et des enfants. Les femmes et les enfants qui bénéficiaient de ce programme comptaient parmi les plus pauvres et les plus vulnérables d'Afghanistan.

36. La promulgation le 14 août 2000 d'un statut révisé relatif aux activités de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan n'a fait que compliquer la tâche des organismes des Nations Unies. Ces mesures montraient que les autorités estimaient qu'il était nécessaire de mieux contrôler et suivre les programmes mis en place par les organismes d'aide, en particulier lorsqu'ils faisaient appel à des femmes.

37. Face à ces lois, les organismes d'aide se sont, à mon instar, déclarés gravement préoccupés par l'interdiction faite aux femmes de travailler pour eux, interdiction exacerbant la discrimination à l'égard des femmes et des enfants afghans et leurs

souffrances et constituant une violation flagrante des droits des Afghanes. Le 18 août, les Taliban ont décidé d'autoriser la réouverture des boulangeries tenues par les femmes à Kaboul.

38. Depuis plus de 20 ans qu'il dure, le conflit en Afghanistan a fait de nombreuses veuves. Il existe actuellement en Afghanistan, quelque 2 millions de veuves de guerre qui sont le seul soutien de leur famille. La majorité de ces veuves sont sans emploi, peu qualifiées et vivent bien au-dessous du seuil de pauvreté. En 1999, les autorités des Taliban ont promulgué un édit permettant aux veuves démunies et n'ayant aucun autre moyen de gagner leur vie de travailler dans les secteurs de la santé et des services sociaux. Les emplois dans ces secteurs sont toutefois extrêmement limités et nombre de rapports récents ont noté un accroissement du nombre de femmes pauvres devant mendier pour survivre²⁹. Le sort des veuves qui ne peuvent subvenir à leurs propres besoins parce qu'elles ne peuvent travailler ou bénéficier de l'assistance humanitaire constitue un objet de grave préoccupation pour les organismes d'aide.

39. Les taux de chômage sont extrêmement élevés en Afghanistan et la nécessité de créer des emplois source de revenus ne peut être suffisamment soulignée. Cela s'applique à toutes les régions du pays, mais plus particulièrement aux zones urbaines. La réorganisation récente des Taliban a débouché sur une réduction des effectifs des pouvoirs publics de 40 % et aggravé la pauvreté urbaine. À Kaboul, le chômage a pris des proportions alarmantes, un quart de l'ensemble des familles survivant grâce au pain à prix subventionné fourni par l'intermédiaire de l'ONU et de nombreuses autres, à l'argent qui leur est envoyé de l'étranger. Plusieurs ministères centraux ont vu leurs effectifs diminuer – le Ministère de l'enseignement supérieur a perdu 6 000 fonctionnaires et le Ministère de l'éducation 12 000. Les enseignantes qui n'avaient plus le droit de travailler mais touchaient encore leur salaire ne sont désormais plus rémunérées. D'après une étude récente du marché du travail afghan menée par le PAM, le pouvoir d'achat de la population a diminué dans toutes les grandes villes afghanes. Les édits des Taliban interdisant aux femmes de travailler et empêchant les organismes des Nations Unies et les ONG de fonder leur action sur la participation des femmes afghanes comme ils le souhaiteraient font gravement obstacle à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes humanitaires.

D. Droits fondamentaux des femmes

40. Les rapports qui continuent de parvenir des observateurs chargés de surveiller la situation en Afghanistan montrent la gravité de la situation des droits fondamentaux de la population, en général, et des femmes et des filles, en particulier, et la nécessité d'une intervention d'urgence de la communauté internationale. En 1997, la Mission interinstitutions des Nations Unies chargée des problèmes de parité entre les sexes en Afghanistan a constaté que les Afghanes ne pouvaient exercer leurs droits les plus fondamentaux tels qu'ils sont énoncés dans les 16 principaux articles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dont l'Afghanistan est signataire. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, les Taliban ne faisant aucun cas des engagements pris par les régimes afghans précédents concernant la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments relatifs à ces droits.

41. Les restrictions imposées par les Taliban ont de graves répercussions sur les droits civils et politiques et la liberté de circulation et de réunion des femmes, qui sont confinées chez elles. Le droit à la sécurité de la personne est violé du fait non seulement de la guerre civile mais aussi des tabassages arbitraires et sommaires de femmes auxquels se livrent des membres du Ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice. Il y a donc lieu, comme l'a dit la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme lors d'une réunion d'information du Conseil de sécurité, tenue le 7 avril 2000, de continuer à faire pression pour que les femmes et les enfants puissent exercer pleinement leurs droits, non seulement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi mais dans tous les autres domaines.

42. La guerre reste le principal obstacle à l'exercice des droits de l'homme en Afghanistan. Le droit qu'ont les civils d'être traités comme des non-combattants continue d'être ignoré, ce qui entraîne d'importantes pertes en vies humaines et souffrances. Les exécutions sommaires et les détentions arbitraires signalées précédemment se poursuivent³⁰. La situation socioéconomique, qui est à la fois une conséquence et un facteur de la guerre, représente la plus grande menace contre la vie de la population afghane dans son ensemble³¹. C'est pourquoi les restrictions qui empêchent les femmes de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille sont très préoccupantes.

43. Les inégalités entre les sexes qui caractérisent la société patriarcale afghane sont profondément enracinées et multifformes. Au cours des années du conflit qui ont précédé l'arrivée des Taliban, les droits des femmes étaient déjà largement ignorés. Le débat qui a suivi la prise de pouvoir par les Taliban en 1996 et l'imposition d'un certain nombre de décrets restreignant les droits des femmes et des hommes ont fait prendre de plus en plus conscience de la nécessité, pour le peuple afghan, d'exercer pleinement ses droits et libertés fondamentaux³².

44. Les organismes d'aide constatent qu'il ne leur est pas plus facile de travailler dans les zones non contrôlées par les Taliban, en dépit de l'attitude officiellement plus ouverte des autorités. Par ailleurs, comme l'indique le rapport du Secrétaire général à la Sous-Commission de la promotion de la protection des droits de l'homme de la Commission des droits de l'homme sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan³³, l'attention étant focalisée sur les zones contrôlées par les Taliban, on manque d'informations sur la situation des femmes et des filles qui vivent dans le territoire contrôlé par le Front uni. Il y a donc lieu de renforcer la promotion et la défense des droits fondamentaux de ces dernières, dont on examine rarement la situation.

IV. Activités menées par l'ONU dans le contexte d'une approche fondée sur certains principes

A. Élaboration d'une politique sexospécifique et de mécanismes de coordination

45. Considérant les violations dont les droits fondamentaux des femmes ne cessent de faire l'objet en Afghanistan, le Comité exécutif pour les affaires humanitaires de l'ONU a élaboré, en 1997, un ensemble de recommandations préconisant l'adoption d'une approche de ces violations fondée sur certains principes. Cette approche visait

à continuer de fournir une assistance de première urgence à l'Afghanistan, c'est-à-dire de lui apporter des secours et d'y mener des activités humanitaires, mais en amenant certains organismes des Nations Unies à se désengager éventuellement de certains programmes d'assistance institutionnelle. La Mission interinstitutions des Nations Unies a traduit les recommandations en directives concrètes et fourni des indications quant à la manière de les interpréter, en tenant compte de la complexité et de l'évolution rapide de la situation en Afghanistan. C'est sur leur base et sur la base des conclusions de la Mission interinstitutions que le Cadre stratégique pour l'Afghanistan a été élaboré en 1998 et c'est sur la base des principes qui y sont formulés que depuis cette date, l'ONU et ses partenaires mènent leurs activités d'assistance.

46. Depuis leur arrivée au pouvoir, les Taliban mettent régulièrement en cause les principes fondateurs de l'ONU. En particulier, à la mi-2000, les conditions de la fourniture de l'assistance à la population se sont compliquées à cause des restrictions qu'ils ont imposées aux femmes en matière d'emploi et des nouvelles réglementations qu'ils ont appliquées aux activités de l'ONU et des ONG, désormais limitées. De son côté, l'ONU leur a fait clairement comprendre, à plusieurs reprises, que la discrimination fondée sur le sexe était inacceptable.

47. En appliquant le plus largement possible l'approche fondée sur certains principes à l'égalité entre les sexes, aux droits de l'homme et aux aspects humanitaires, l'ONU et les ONG qui fournissent une assistance ont réussi, en 1999 et au premier semestre de 2000, à introduire, dans les domaines de la santé, de l'emploi et de l'éducation, un certain nombre de changements positifs qui ont apporté un rayon d'espoir en ce qui concerne l'avenir des Afghanes, pourtant particulièrement sombre. Ce progrès est dû également au fait que les collectivités locales sont de plus en plus nombreuses à exiger que les femmes et les filles bénéficient de services de santé et d'une éducation et que les femmes puissent exercer une activité génératrice de revenus, en particulier les veuves de guerre à la tête d'un ménage. L'ONU et les organismes d'aide y ont contribué pour beaucoup en menant continuellement des activités de sensibilisation, en prenant des engagements fondés sur certains principes et en entamant un dialogue et des négociations constructifs avec les autorités.

48. La Conseillère pour les questions sexospécifiques et le Conseiller pour les droits de l'homme, dont les postes ont été créés sur la recommandation de la Mission interinstitutions de 1997, ont contribué pour beaucoup à accroître les connaissances et à sensibiliser les esprits à cet égard. Ils interviennent régulièrement auprès du personnel des organismes des Nations Unies et des ONG, qu'ils aident à mieux comprendre comment intégrer les droits de l'homme et les perspectives sexospécifiques dans le processus de programmation. Ils aident également à faire mieux comprendre l'intérêt d'une prise en compte des sexospécificités et de l'émancipation des femmes, tant au personnel de l'ONU qu'à la population et aux responsables afghans. Enfin, ils fournissent des conseils précieux aux ONG qui apportent une assistance et ont élaboré des plans d'action concernant aussi bien l'égalité entre les sexes que les droits de l'homme.

49. Les mécanismes de coordination dont les organismes d'aide ont besoin pour assurer la prise en compte des sexospécificités et mener des activités auprès des Afghanes ont été mis en place ou renforcés. Actuellement, il existe des mécanismes bien structurés tels que des groupes de travail, des groupes thématiques, dont un groupe thématique sur les droits de l'homme, et les bureaux de coordination régio-

nale (BCR), qui ont aidé les organisations humanitaires à donner une application concrète au principe de non-discrimination. En outre, des organes de coordination régionale appuyés par les BCR facilitent la mise en oeuvre d'initiatives de programmation communes au niveau régional. Avec l'aide des BCR, les accords de coordination deviennent plus fréquents et les problèmes résultant des contraintes imposées en matière d'accès et de capacité qui se sont posés au cours d'une bonne partie de l'année 1999 sont en passe d'être résolus. Le Programme commun d'assistance fondé sur certains principes – qui a pour objectifs: a) de soulager les souffrances humaines; b) de défendre et de faire progresser les droits fondamentaux, en particulier ceux des femmes; c) de dispenser des services sociaux minimaux sans discrimination; et d) d'assurer le retour des réfugiés – a facilité encore la coordination des activités menées par l'ONU et des ONG nationales et internationales.

50. Selon les rapports en provenance du terrain, il n'y a pas, dans l'ensemble, de discrimination entre les sexes lorsqu'il s'agit de la satisfaction des besoins matériels vitaux. De plus, les organismes des Nations Unies opérant en Afghanistan ont mis en place un certain nombre de mécanismes de contrôle qui leur permettent de veiller à l'application des principes et directives, notamment le Groupe de contrôle stratégique, les réunions interinstitutions hebdomadaires et le Forum sur la parité entre les sexes. En outre, le mémorandum d'accord signé par l'ONU et les autorités des Taliban a donné lieu à la création d'un comité consultatif conjoint qui est chargé de débattre des normes de l'ONU relatives aux droits de l'homme, à l'égalité entre les sexes, aux droits à la santé et à l'éducation et à l'accès des femmes au marché de l'emploi. Ce comité n'étant cependant pas vraiment parvenu, au cours de ses débats, à résoudre les problèmes de politique générale et de programmation, à cause en partie du faible degré de représentation des Taliban et des changements fréquents dans leur hiérarchie et leur organisation, il y a lieu de le renforcer et de renforcer d'autres mécanismes tels que le Forum sur la parité entre les sexes, par exemple.

B. Activités de promotion et dialogue relatifs aux questions sexospécifiques

51. En 1999, les organismes d'aide se sont fixé pour objectif primordial d'établir un dialogue avec les autorités et les collectivités touchées au sujet des problèmes prioritaires concernant les femmes ou de renforcer le dialogue engagé³⁴. L'ONU a suivi une politique d'engagement constructif conforme aux principes convenus. Un dialogue relatif à la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui fait une large place aux droits des femmes, s'est établi avec les Taliban. Chacun des organismes des Nations Unies est activement engagé, aux niveaux local et central, dans des activités de promotion et de diffusion de l'information concernant des questions telles que les droits des handicapés, des femmes et des enfants. Ainsi, l'UNICEF a réussi à convaincre le clergé de l'importance de l'Initiative pour une maternité sans risques.

52. Les visites que la Conseillère pour les questions sexospécifiques effectue sur le terrain et ses réunions régulières avec les dirigeants politiques et les chefs des ministères techniques taliban lui ont été très utiles pour établir des contacts avec les autorités afghanes. Par ailleurs, des missions ont été dépêchées sur le terrain pour évaluer les incidences du décret de juillet interdisant aux femmes de travailler. De plus, en 1999 et en 2000, la Conseillère pour les questions sexospécifiques a engagé avec les Taliban un dialogue sur les points communs entre la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Coran et divers autres textes islamiques.

53. En sa qualité de chef de la Mission spéciale des Nations Unies pour l'Afghanistan, le Représentant personnel du Secrétaire général, lorsqu'il a négocié avec les autorités, a soulevé à plusieurs reprises la question de la discrimination entre les sexes et celle des violations des droits de l'homme. Il a insisté, en particulier, sur les allégations selon lesquelles des femmes fonctionnaires auraient été renvoyées ainsi que sur des questions d'égalité entre les sexes plus générales³⁵. Le personnel de la Mission spéciale compte désormais quelques femmes. L'ex-Haute Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Mme Sadako Ogata, au cours de la mission qu'elle a effectuée en Afghanistan en octobre 2000, a fait valoir que la suppression des droits des femmes inquiétait vivement la communauté internationale et empêchait le retour des réfugiées que des années de guerre civile avaient chassées de leur pays.

54. Comme suite au décret de juillet susmentionné et conformément au *Statut des activités de l'ONU en Afghanistan*, une équipe de travail ONU/ONG chargée d'étudier les incidences du décret et de proposer des recommandations générales a été créée. Elle a conclu qu'il importait tout particulièrement que la communauté internationale trouve un moyen de répondre aux besoins humanitaires en respectant ses principes d'action et que les organismes d'aide se montrent déterminés et coopératifs et s'expriment d'une seule voix en ce qui concerne ces principes. Ses observations finales ont été soumises au Comité exécutif pour les affaires humanitaires. Celui-ci a tenu deux réunions, l'une à New York le 7 novembre 2000 et l'autre à Genève le 4 décembre 2000, pour débattre de l'application des directives relatives à l'assistance à l'Afghanistan énoncées par le Secrétaire général en juin 1997, en particulier pour ce qui est de la situation des femmes.

55. Une large gamme d'organisations non gouvernementales – nationales aussi bien qu'internationales – et de particuliers – hommes et femmes – ont organisé une série de campagnes d'information dans lesquelles ils ont fait part de l'inquiétude que leur inspire le déni des droits fondamentaux des femmes et des filles par le régime taliban. En 2000, la Division de la promotion de la femme et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont reçu 9 171 pétitions provenant de 36 pays de tous les continents.

C. Efforts visant à associer les Afghanes à la mise en oeuvre des programmes d'assistance et à améliorer leur statut

56. Grâce à l'amélioration de la coordination et de la programmation, les programmes de redressement sont beaucoup plus nombreux qu'en 1996-1997 à s'occuper spécifiquement des femmes. Bien que les lois promulguées par les Taliban interdisent toujours, dans certains cas, aux femmes et aux hommes d'exercer les mêmes activités, partout où cela est possible, les projets confiés à des hommes sont complétés par des projets parallèles confiés à des femmes, ce qui permet de donner une importance égale aux uns et aux autres en termes de participation et de résultats.

57. À Kandahar, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) fait appel à des hommes pour collecter les déchets solides, et à des femmes pour mener une campagne d'éducation complémentaire sur l'assainissement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) met en oeuvre un programme intitulé P.E.A.C.E (Élimination de la pauvreté et autonomisation des collectivités), qui s'occupe de problèmes tels que la pauvreté, l'insécurité alimen-

taire, l'absence d'infrastructures économiques et sociales de base, la dégradation de l'environnement et la gouvernance. Tous les éléments de ce programme traitent spécifiquement des problèmes des femmes, et les organismes des Nations Unies et les ONG qui exécutent des projets financés par le PNUD continuent à s'efforcer de féminiser davantage leur personnel. Cependant, la participation des Afghanes aux différents niveaux du cycle du programme se heurte encore à beaucoup de résistance, tant culturelle que politique. Le programme P.E.A.C.E montre que les collectivités rurales stables sont plus enclines que par le passé à exiger des autorités qu'elles dispensent des services et, notamment, qu'elles permettent aux filles de recevoir une éducation.

58. Le Programme de redressement rural de l'Afghanistan mis en oeuvre par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets vise à favoriser la participation des collectivités, à améliorer les conditions de vie et la protection sociale des membres des collectivités rurales, en particulier des femmes, à faciliter l'accès aux biens productifs et à permettre à davantage de personnes de créer des revenus. Il s'appuie, pour ce faire, sur des cours de qualification professionnelle et des facilités de microcrédit administrées collectivement. Chaque fois que possible, il organise des comités de développement féminins afin d'associer les femmes à la planification et à la mise en oeuvre des projets relatifs aux infrastructures. Ses activités concernant le crédit rural et la création de revenus visent essentiellement les femmes.

59. Au titre de son programme de développement des collectivités, Habitat met actuellement en place, dans toutes les zones urbaines de l'Afghanistan, des forums communautaires où les décisions sont prises collectivement. À ce jour, sur les 60 mis en place, 24 sont dirigés et administrés entièrement par des femmes, nombre qui devrait s'accroître. Par ailleurs, les diverses activités sanitaires et éducatives menées dans ces forums sont généralement destinées aux femmes plutôt qu'aux hommes.

60. La FAO s'emploie également à répondre aux besoins spécifiques des femmes. Dans le cadre de son programme en faveur de l'élevage, notamment, elle a dispensé des cours sur la santé et l'élevage des animaux à 302 femmes et permis à des villageoises de bénéficier de services vétérinaires dans quatre dispensaires pour animaux. Elle a en outre organisé un cours d'entretien de trois semaines à l'intention de créatrices de cheptel à Peshawar. Elle aide surtout des femmes à créer un cheptel moyennant la mise en place de dispensaires pour animaux dans des endroits auxquels les femmes puissent aisément accéder. La participation à ses programmes de formation a été facilitée par des conseillers culturellement acceptables.

61. L'UNICEF fournit un appui aux personnes déplacées, en particulier aux femmes et aux enfants. À Panjshir, en 1999, il a encouragé la participation de femmes déplacées à la planification et à la mise en oeuvre de projets. Son personnel se rend régulièrement sur le terrain, où il cherche systématiquement à rencontrer des femmes et à se rendre sur le site d'exécution de projets pour les femmes et les filles, et il formule des recommandations. Par ailleurs, l'UNICEF insiste pour que les secours apportés à la population afghane en raison de la sécheresse atteignent les femmes, les filles et les garçons.

62. L'assistance alimentaire fournie par le PAM dans le cadre de ses programmes parallèles, intitulés respectivement Intervention prolongée de secours et de redressement et Opérations d'urgence pour les victimes de la sécheresse, a atteint 2 650 122 personnes parmi les plus vulnérables, dont 826 838 femmes et 1 060 048

enfants, qui représentent 72 % du chiffre global. Des femmes ont été chargées de surveiller de près certains des programmes d'aide alimentaire du PAM dans les zones urbaines afin que les femmes et les enfants aient accès aux vivres fournis et en bénéficient. De plus, le PAM s'efforce, dans la mesure du possible, de mettre en place des dispensaires pour les mères et les enfants, des écoles de filles et des maternités. En juillet et novembre 2000, il a organisé deux ateliers à l'intention de ses interlocuteurs en matière de parité entre les sexes afin d'élaborer une stratégie qui lui permette de faire bénéficier davantage de femmes de son aide.

63. Comme indiqué ci-dessus, les ONG mettent en oeuvre un certain nombre de projets (éducation, information) et d'activités génératrices de revenus qui visent particulièrement les femmes, fournissant ainsi un appui et un complément précieux aux activités des organismes des Nations Unies. La participation des femmes aux programmes de ces derniers et des autres organismes d'aide est très limitée en raison des restrictions que les Taliban leur imposent en matière d'emploi et de mobilité.

D. Promotion des droits fondamentaux de la femme et sensibilisation de l'opinion publique

64. Les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dispensent une formation sur les droits des enfants, des femmes et des réfugiés. Par exemple, l'UNICEF a dispensé à plus de 3 000 personnes une formation sur la Convention relative aux droits de l'enfant dans six régions afghanes administrées ou non par les Taliban et a appuyé des activités de sensibilisation au sujet de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. On a également poursuivi le renforcement des capacités internes dans le domaine de la programmation axée sur le respect des droits de l'homme et l'on planifie une formation sur le thème de l'égalité entre les sexes. L'UNICEF envisage de dispenser une formation sur l'intégration des enfants et des femmes à l'intention des journalistes et de fournir un appui à la seule chaîne de télévision restante du pays à Badakhshan. En coopération avec le Projet afghan d'éducation de la BBC (BBC Afghan Education Project), le FNUAP œuvre à une meilleure compréhension des droits des femmes en matière de reproduction et à la diffusion d'informations relatives à la santé.

65. Prévu par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, un programme complet de formation en matière de droits de l'homme pour le personnel des organismes d'aide a été élaboré et mis en route en mai 2000. Si les ressources nécessaires sont désormais disponibles, la lenteur des décaissements a ralenti le rythme de la formation. Des ressources supplémentaires devront être dégagées pour maintenir la dynamique actuelle³⁶. De son côté, la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme a lancé une série d'ateliers de formation sur le thème de l'égalité entre les sexes à l'intention du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Des responsables de la programmation du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont ainsi bénéficié de cette formation en juin et juillet 1999.

66. La célébration de certaines journées spéciales telles que la Journée internationale de la femme et la Journée internationale des enfants handicapés a fortement contribué à faire connaître les droits fondamentaux des femmes. Le 8 mars 2000,

pour la toute première fois depuis l'avènement du régime des Taliban, la Journée internationale de la femme a été officiellement et publiquement célébrée à Kaboul. Sept cents femmes de tous les âges, autrefois professeurs d'université, ingénieurs, enseignantes, médecins, infirmières ou directrices d'écoles ont participé à la célébration. Dix d'entre elles se sont vu remettre des prix par les organisateurs de la manifestation, à savoir le système des Nations Unies, œuvrant en collaboration étroite avec les autorités taliban. Un représentant du Chef suprême des Taliban, le mollah Mohammad Omar, a fait une déclaration lors de la manifestation. Radio Shariah, la radio officielle des Taliban, a couvert la manifestation, tandis qu'un large échantillonnage de médias internationaux a également été autorisé à assurer cette couverture et à s'entretenir librement avec les femmes présentes. À la fin de la manifestation, il a été annoncé que six détenues seraient libérées à l'occasion de cette célébration.

E. Sécurité et mobilité du personnel

67. Les problèmes de sécurité continuent de compromettre gravement l'apport de l'aide humanitaire et l'accès aux femmes afghanes. Les interventions sont rendues très difficiles et parfois même dangereuses par l'instabilité du climat politique et le conflit en cours. L'assassinat au début de l'année dernière, par une bande armée non identifiée, de sept agents afghans du programme de sensibilisation au danger des mines appuyé par l'ONU est la confirmation des risques que court quotidiennement le personnel humanitaire³⁷.

68. D'autre part, dans un environnement où seuls les employés de sexe féminin peuvent accéder aux femmes afghanes, on ne saurait trop souligner la nécessité de lever toutes les restrictions à l'emploi et à la liberté de mouvement des femmes. L'un des sujets prioritaires abordés avec les autorités en 1999-2000 a été la question du libre accès aux programmes et au personnel de l'ONU de toutes les populations dans le besoin, notamment les plus vulnérables telles que les ménages ayant à leur tête une femme, les personnes âgées, les handicapés, les enfants, les catégories marginalisées et les minorités, y compris les réfugiés. Tous les organismes des Nations Unies réclament avec insistance que l'on garantisse la sécurité et la mobilité du personnel féminin.

69. Si le protocole supplémentaire sur la sécurité conclu avec les Taliban en mars 1999 continue de garantir aux organismes des Nations Unies la possibilité de fonctionner en toute sécurité, l'application de ce protocole pose toujours des problèmes. Après le décret du mois de juillet, peu de dispositions ont été prises pour assurer le bon fonctionnement des opérations humanitaires de l'Organisation des Nations Unies. Des discussions ont été engagées avec les autorités taliban pour obtenir leur accord. La sécurité du personnel de l'Organisation et des organisations non gouvernementales reste tributaire de l'environnement politique, y compris de faits extérieurs que le personnel des organismes d'aide ne maîtrise pas, tels que les frappes de missiles, les sanctions, etc. Les problèmes de sécurité rendent particulièrement difficiles le maintien d'une présence adéquate et l'exécution ponctuelle des programmes.

F. Recrutement et affectation des femmes

70. En raison de la ségrégation sexuelle radicale imposée en Afghanistan, seul le personnel international et national féminin peut intervenir auprès des femmes afgha-

nes. L'emploi de femmes par les organismes des Nations Unies apparaît donc indispensable au bon fonctionnement de tous les programmes conçus pour répondre aux besoins de la population féminine.

71. Bien que certains organismes, tels que le PAM et l'UNICEF, se soient résolument employés à mieux équilibrer la représentation hommes-femmes au sein de leur personnel international et national, l'objectif de la parité n'a pas encore été atteint. Au demeurant, tous les chefs des organismes des Nations Unies en Afghanistan continuent d'être des hommes, comme en 1997.

G. Disponibilité et répartition des ressources

72. Le problème du financement entrave considérablement la satisfaction des besoins humanitaires des Afghans, femmes comme hommes. Les organismes d'aide ont fait état des difficultés qu'ils éprouvaient à recueillir suffisamment de ressources pour exécuter leurs programmes. Dans un rapport récent, le Secrétaire général a noté qu'en raison de la grave pénurie de ressources, les organismes humanitaires se trouvaient souvent dans l'incapacité de répondre à des besoins pressants de survie, et il a lancé un appel aux donateurs afin qu'ils répondent généreusement aux demandes d'aide³⁸. Sur les 221 millions de dollars qui avaient été sollicités au début de 2000, les donateurs ont versé 107 millions de dollars, soit 48 % de l'enveloppe totale³⁹. Les informations faisant état d'une diminution de l'aide internationale due à la lassitude des donateurs suscitent donc des inquiétudes en ce qui concerne, par exemple, les réfugiés et les programmes de déminage et de lutte contre les stupéfiants.

73. Depuis une décennie, les organismes d'aide fournissent chaque année à l'Afghanistan environ 200 millions de dollars, montant qui, pour l'essentiel, est affecté à des programmes humanitaires et de secours à court terme. L'aide internationale permet donc d'alléger les souffrances de la population et de prévenir les grandes catastrophes humanitaires, mais n'ouvre pas la voie à des interventions soutenues susceptibles, à moyen terme, de créer un climat propice au relèvement des secteurs social et productif du pays et de favoriser ainsi une amélioration de la condition de la femme⁴⁰.

H. Production et diffusion de données et d'informations

74. Il existe très peu de rapports ou de dossiers sur les enseignements et les exemples de bonnes pratiques relatifs à l'exécution des programmes. Très peu d'études ont été entreprises pour évaluer l'incidence des programmes destinés aux femmes, par exemple à l'échelon du village, de la province ou de la région. En outre, si tant est qu'elles figurent dans les propositions de projets, les composantes relatives au suivi et à l'évaluation de l'incidence des programmes sont généralement les moins fournies. S'agissant de la sécheresse qui frappe le pays, l'UNICEF a souligné la nécessité d'évaluer les aspects de ce phénomène qui intéressent plus particulièrement les femmes. Il conviendrait aussi d'élaborer, plus spécialement à l'intention des organismes des Nations Unies, des plans de formation destinés à renforcer les compétences en matière de suivi et d'évaluation des programmes, notamment en ce qui concerne la condition des femmes.

75. On peut donc se féliciter de la mise en place d'un Groupe de suivi stratégique chargé de fournir des indicateurs et des données de base qui permettront d'évaluer

les progrès accomplis au regard de certaines questions de principe, telles que la capacité des organismes d'aide de répondre aux besoins des catégories les plus vulnérables. Par ailleurs, les chiffres relatifs à la population ont été désagregés afin que l'on puisse mieux identifier et cibler les femmes et les autres catégories vulnérables⁴¹. On a également renforcé la coordination des informations et des publications.

76. S'appuyant sur les directives formulées par la Mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes, la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme élabore actuellement une nouvelle série d'indicateurs sur l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes, qui seront soumis fin janvier 2001 à l'évaluation et à l'approbation des organismes des Nations Unies. Cette nouvelle série d'indicateurs devrait renforcer le mécanisme actuel de suivi et d'évaluation.

V. Conclusion

77. Compte tenu de l'absence de toute perspective de paix, de la détérioration des conditions socioéconomiques qui, notamment du fait de la sécheresse, compromet la survie même du peuple afghan, de l'effondrement des systèmes sanitaires et éducatifs et de l'absence de toute gouvernance, l'Afghanistan est au bord d'une catastrophe humanitaire. Les femmes sont particulièrement vulnérables en raison du statut social qu'elles occupent au sein d'une société afghane caractérisée par des normes et des traditions conservatrices et par une forte ségrégation sexuelle. À leur arrivée à Kaboul en 1996, les autorités taliban ont institutionnalisé la discrimination sexuelle par le biais de décrets qui restreignent considérablement la liberté de mouvement et d'association des femmes, ainsi que leur participation à la vie publique. L'accès des femmes à l'éducation, à la santé, à l'emploi et la vie publique s'en est trouvé fortement limité. Ces décrets – notamment celui qui interdit l'emploi des femmes – constituent non seulement une violation des droits fondamentaux des femmes mais aussi une entrave majeure aux efforts que déploient l'Organisation des Nations Unies et les organismes d'aide pour améliorer la condition des femmes et des filles. En dépit de quelques changements enregistrés ici et là, la condition des femmes afghanes ne s'est guère améliorée dans l'ensemble depuis que la Mission interinstitutions sur la situation des femmes s'est rendue dans le pays, en 1997. En fait, la situation s'est plutôt dégradée.

78. Dans l'ensemble, la situation des femmes demeure donc inacceptable et exige une attention soutenue de la communauté internationale. Comme il est indiqué dans l'Appel en faveur de l'Afghanistan – 2001 (Afghanistan Appeal 2001), si le monde a pris conscience de la nécessité de fournir une aide de première nécessité, il semble peu disposé à comprendre que les Afghans, particulièrement les femmes et les filles, ont des besoins urgents dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'éducation, de l'emploi productif et de la réalisation de leurs droits fondamentaux. Il faut financer d'urgence des programmes d'aide qui, non seulement assurent la survie des populations mais aussi leur permettent d'entrevoir un avenir prometteur⁴². L'Organisation des Nations Unies et les organismes d'aide devraient s'engager sur le moyen terme en vue de favoriser le renforcement des capacités à l'échelon des collectivités locales. Les programmes à court terme destinés à prévenir les situations de crise ne peuvent améliorer sensiblement la condition des femmes. En outre, non seulement le financement à court terme actuellement proposé ne permet pas de répondre aux besoins des femmes afghanes

mais encore il ne permet pas d'entreprendre une planification stratégique ou une programmation à long terme qui permette de lutter contre la discrimination sexuelle qui a cours dans le pays.

79. Les efforts que l'Organisation des Nations Unies et les organismes d'aide ont déployés pour améliorer les programmes, renforcer la coordination et superviser les mécanismes en place ont favorisé, dans une certaine mesure, l'adoption concertée d'une démarche fondée sur des principes. Tous les protagonistes du secteur humanitaire comprennent mieux désormais combien il importe d'associer les femmes et les filles à leurs programmes pour en assurer la réussite. Un certain nombre de mécanismes ont été mis en place pour favoriser la concrétisation des politiques relatives à l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes et l'on élabore au sujet de cette démarche un ensemble d'indicateurs. Toujours dans le même domaine, on a mis en place un mécanisme de suivi pour vérifier la mise en œuvre des politiques et des stratégies et en particulier pour relever les discordances entre les politiques adoptées par les organisations et leur application sur le terrain. Les organisations ont davantage pris conscience des problèmes qui se posent dans ce domaine et sont attentives aux problèmes de la discrimination sexuelle et des atteintes aux droits de l'homme. On a adopté un certain nombre de démarches novatrices, dont la possibilité offerte aux femmes de travailler dans le cadre de la famille afghane élargie, la création de projets destinés aux femmes en appui à des activités menées par les hommes et la régionalisation des projets conçus pour les femmes. Les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales participent de plus en plus activement aux activités de sensibilisation concernant la question de l'égalité entre les sexes. À cet égard, l'aide que fournit l'Organisation des Nations Unies aux Afghanes et aux Afghans est dénuée de toute discrimination fondée sur le sexe. Qui plus est, une amélioration a été apportée à la condition des femmes afghanes, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Sans constituer une solution globale, cette évolution n'en constitue pas moins un point de départ pour le changement. Cela étant, beaucoup reste encore à faire.

80. Il reste encore à résoudre les problèmes que pose l'intégration des normes internationales qui régissent la condition des femmes et filles à l'apport de l'aide internationale à l'Afghanistan. L'application d'une démarche fondée sur des principes à la question de l'égalité entre les sexes en Afghanistan, qui est conforme aux dispositions du Cadre stratégique en faveur de l'Afghanistan, continue de se heurter non seulement aux politiques des autorités mais aussi aux divergences qui divisent les organismes d'aide. L'un des enseignements qui ont été tirés est que les interventions concernant la condition des femmes devraient s'appuyer sur une meilleure connaissance de l'Afghanistan et de son contexte culturel, social et économique. Devant le mépris flagrant que les autorités afghanes affichent pour les droits fondamentaux des femmes, au moment où le pays souffre d'une pauvreté et d'un dénuement extrêmes, les organismes des Nations Unies et les organismes d'aide doivent encore parvenir à un consensus sur la manière de concilier d'une part la promotion de l'égalité entre les sexes et la protection des droits de l'homme et, d'autre part, la satisfaction de besoins élémentaires destinée à sauver des vies humaines. Bien que généralement acceptée par l'Organisation des Nations Unies, la communauté des donateurs et la plupart des organisations non gouvernementales, la démarche pragmatique proposée par la Mission interinstitutions en 1997 et selon laquelle il faut garantir le droit à la vie tout en s'attaquant à la discrimination ancestrale à l'égard des femmes doit encore

être mise en œuvre. Plus concrètement, pour pouvoir faire face à toute nouvelle violation flagrante des droits de l'homme et des principes de l'égalité entre les sexes reconnus sur le plan international, l'Organisation des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les donateurs devraient fixer ensemble une limite claire au-delà de laquelle toute coopération humanitaire deviendrait impossible.

81. Tout en manifestant clairement sa ferme volonté de défendre ses principes, l'Organisation des Nations Unies s'emploie à renforcer le dialogue avec les Taliban et à jeter les bases d'une meilleure communication avec les autorités, l'objectif proclamé étant l'amélioration de la condition des femmes et des filles. La communauté internationale, qui s'exprime d'une seule voix, devrait poursuivre ce dialogue avec les autorités afghanes afin de leur souligner la nécessité urgente de se conformer à des normes acceptées sur le plan international. Particulièrement demandeurs d'une reconnaissance internationale, les Taliban ne sont pas insensibles à la manière dont ils sont perçus par la société afghane et par le monde extérieur. Le système des Nations Unies et les organismes d'aide devraient trouver les moyens de maintenir la concertation sur les questions relatives aux droits de l'homme et à l'égalité entre les sexes avec les responsables religieux et politiques du mouvement taliban. En outre, il faudra élaborer des programmes qui tiennent compte des particularités culturelles du pays, en vue de sensibiliser les responsables afghans, le personnel des ministères et les départements techniques aux principes internationaux qui régissent les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes.

82. La Mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes qui s'est rendue en Afghanistan en 1997 a noté que les fonctionnaires internationales jouaient un rôle crucial dans la mise en œuvre effective des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où elles représentaient des intermédiaires vitales et souvent uniques auprès de la population en général et des femmes et des filles afghanes en particulier. Malgré les efforts qu'ont déployés les organismes des Nations Unies pour recruter davantage de femmes, l'objectif de la parité hommes-femmes au sein du personnel, qui a été fixé par l'Assemblée générale, n'a pas été atteint. Il convient de redoubler d'efforts pour recruter davantage de femmes qualifiées, en particulier à l'échelon de la prise de décisions. Les problèmes que posent l'insécurité et les restrictions à la mobilité continuent d'entraver considérablement la fourniture de l'aide. Sans la levée totale de toutes les restrictions à l'emploi et la liberté de mouvement des femmes afghanes, il restera impossible d'entrer en contact ou même de communiquer avec ces milliers de femmes qui ont cruellement besoin d'aide.

83. La recherche d'une solution au conflit afghan et la prévention d'une catastrophe humanitaire imminente constitueront sans doute des enjeux primordiaux pour la communauté internationale. S'annonçant longue et difficile, la recherche d'une solution durable aux problèmes que posent l'instauration de la paix, le développement et l'égalité entre les sexes en Afghanistan exige de la communauté internationale l'élaboration d'une stratégie globale. La Commission de la condition de la femme souhaitera peut-être garder à l'étude la question de la condition des femmes et des filles afghanes et superviser ainsi l'action que mènent l'Organisation des Nations Unies et les organismes d'aide pour donner aux femmes afghanes les moyens politiques et économiques qui leur permettront de prendre part, à égalité avec les hommes, à l'instauration de la paix et au relèvement du pays.

Notes

- ¹ Rapport de la Mission interinstitutions des Nations Unies sur la situation des femmes envoyée en Afghanistan, 12-24 novembre 1997 (voir le site Web de WomenWatch : <www.un.org.womenwatch/news/archive.htm>).
- ² Les organismes des Nations Unies qui ont contribué à l'élaboration du présent rapport sont les suivants : FAO, OMS, UNICEF, FNUAP, UNESCO, PAM, CNUEH (Habitat) et PNUD.
- ³ Communiqué de presse SC/6816 du 8 mars 2000.
- ⁴ Déclaration S/PRST/2000/12 du Président du Conseil de sécurité.
- ⁵ Voir par exemple E/CN.4/1999/40 (mars 1999), A/54/422 (septembre 1999), E/CN.4/2000/33 (janvier 2000), A/55/346 (août 2000).
- ⁶ William Maley, « Women and Public Policy in Afghanistan: A comment », in *World Development* 24, No 1, 1996 : 203 à 206.
- ⁷ Informations fournies dans le rapport du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour l'Afghanistan, « Vulnerability and humanitarian implications of United Nations Security Council sanctions in Afghanistan », décembre 2000.
- ⁸ Voir A/54/791-S/2000/205 (10 mars 2000), A/54/918-S/2000/581 (16 juin 2000), A/55/393-S/2000/875 (18 septembre 2000), A/55/633-S/2000/1106 (20 novembre 2000).
- ⁹ Voir par exemple le rapport du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour l'Afghanistan, « Vulnerability and humanitarian implications of United Nations sanctions in Afghanistan », décembre 2000.
- ¹⁰ Voir PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain, 2000*.
- ¹¹ Voir Julie A. Mertus, « War's Offensive on Women: The Humanitarian Challenge in Bosnia, Kosovo and Afghanistan » (Kumarian Press, West Hartford, CT, 2000). « Afghanistan: Women survivors of war under the Taliban », par Judy A. Benjamin.
- ¹² Appel global des Nations Unies à l'intention des donateurs pour l'Afghanistan, 2001.
- ¹³ Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au déminage, A/55/542, 3 novembre 2000, par. 59.
- ¹⁴ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, A/55/633-S/2000/1106, par. 68.
- ¹⁵ *Afghanistan Outlook*, rapport du Bureau du Coordonnateur résident des opérations humanitaires des Nations Unies en Afghanistan, avril 1999.
- ¹⁶ PNUD, rapport établi par Paula R. Newburg, *Principles, capacity building, and gender in Afghanistan* (1er mai 1998).
- ¹⁷ Voir rapport du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour l'Afghanistan, op.cit.
- ¹⁸ Voir *The World's Women 2000: Trends and Statistics* (Les femmes dans le monde : tendances et statistiques) (ST/ESA/STAT/SER.K/WWW.16).
- ¹⁹ Appel global des Nations Unies pour l'Afghanistan, 2001.
- ²⁰ Rapport établi par la Conseillère pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme en Afghanistan « Situation of Women and Girls in Afghanistan », septembre 2000.
- ²¹ Voir *The World's Women 2000*.
- ²² Voir note 20.
- ²³ FNUAP – *The State of World Population 2000: Lives Together, Worlds Apart: Men and Women in a Time of Change*.

- ²⁴ Voir par exemple le rapport des médecins pour les droits de l'homme, « *The Taliban's War on Women: a Health and Human Rights Crisis in Afghanistan* », 1998 et le rapport du Rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes y compris ses causes et ses conséquences – Mission au Pakistan et en Afghanistan, 1er-13 septembre 1999 (E/CN4/2000/68/Add.4), par. 27.
- ²⁵ Voir note 20.
- ²⁶ Conseillère pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme en Afghanistan, « *The Situation of Women's Health, Education and Income-generating Employment in Afghanistan: a Gender perspective* », rapport établi pour la réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, Ottawa, 8-9 décembre 1999.
- ²⁷ Rapport du Secrétaire général : « Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre, A/55/348, par. 83, 31 août 2000.
- ²⁸ Voir note 20.
- ²⁹ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (A/54/791-S/2000/205, par. 45), 10 mars 2000.
- ³⁰ Appel global interinstitutions des Nations Unies en faveur de l'Afghanistan pour 2001.
- ³¹ Réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, Stockholm, 21-22 juin 1999, document d'information établi par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies.
- ³² Voir, par exemple, *War's Offensive on Women*, « Afghanistan ».
- ³³ E/CN.4/SUB.2/2000/18, par. 51.
- ³⁴ Appel global interinstitutions des Nations Unies en faveur de l'Afghanistan pour 2000, examen à mi-parcours.
- ³⁵ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, A/54/918-S/2000/581, 16 juin 2000, par. 7.
- ³⁶ Voir la note 34.
- ³⁷ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, A/55/393-S/2000/875, 18 septembre 2000, par. 9.
- ³⁸ Ibid., par. 38 et 52.
- ³⁹ Voir la note 30.
- ⁴⁰ Voir la note 20.
- ⁴¹ Réunion du Groupe d'appui à l'Afghanistan, Ottawa, 8-9 décembre 1999, document de travail établi par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour la programmation commune sur la base des principes retenus.
- ⁴² Voir la note 30.